

«CIVILISATION» ?

Peu après que Longuet eut approuvé la sortie de Guéant - illustrée de remarques islamophobes - sur «les civilisations qui ne se valent pas», Le Pen relançait la croisade anti-hallal. Nos glorieux chevaliers réussiront-ils à faire croire au peuple de France que les récents records en matière de destruction d'emplois dans l'industrie et la fonction publique sont l'œuvre des musulmans ?...



ET AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- Aleka Papariga, du P.C. Grec envisage : « une rupture radicale dans les années à venir »
- Le « management » s'installe dans l'Education Nationale
- La Belgique a un gouvernement... et une grève générale !
- Le F.N. est-il devenu féministe ?
- Au Québec comme en France, combattre le nationalisme bourgeois !
- Il y a cinquante ans : cessez-le-feu en Algérie

En encart (pages 7 à 10) :
LE PROGRAMME-CANDIDAT DU P.R.C.F. !

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF

- **Le message du P.R.C.F. à l'occasion 90^{ème} anniversaire du P.C. Brésilien**

Héritiers du Parti communiste français fondé en décembre 1920 dans la foulée de la Révolution d'Octobre en Russie, le Pôle de Renaissance Communiste en France apporte son salut fraternel aux camarades du Parti Communiste Brésilien à l'occasion de son 90^{ème} anniversaire.

Comme vous nous réclamons du mouvement communiste international, de l'internationalisme prolétarien, de la défense de l'histoire du socialisme réel. Nous saluons le rôle que votre Parti a joué dans votre immense pays au cours de ces 90 années.

Malgré la répression, la clandestinité, les trahisons, le Parti communiste Brésilien est toujours debout et votre dernier congrès, pour nous riche d'enseignements, a démontré qu'en ne cédant pas sur les fondamentaux, en ne renonçant en rien sur le marxisme-léninisme, en clarifiant clairement votre objectif d'un Brésil socialiste, votre Parti se renforce, est de plein pied au côté des travailleurs et des couches défavorisées.

Nous aurions souhaité être parmi vous pour ces journées de célébration mais l'intense bataille politique qui se joue chez nous en cette période électorale mobilise tous nos moyens, notamment financiers.

Soyez assurés de notre entière solidarité.

Vive le Parti Communiste Brésilien !

Vive l'unité des vrais communistes dans le monde !

- **Pour faire aimer le socialisme, rien de tel que le capitalisme !**

Selon un sondage récemment effectué en Roumaine, la majorité de la population affirme que la vie était meilleure avec le Parti communiste au pouvoir qu'actuellement sous le capitalisme. Le gros des personnes interviewées a une vision positive du communisme, et plus de 60% d'entre elles le considèrent comme une «bonne idée» en principe. Les enquêteurs ont observé une progression significative des affinités avec l'idéologie communiste en comparaison avec une enquête similaire réalisée quatre ans auparavant.

L'enquête démontre que plus de 49% des Roumains sont d'accord avec l'idée que la vie était meilleure sous le gouvernement du dirigeant communiste déchu Nicolae Ceaucescu, tandis que seulement 23% d'entre eux pensent que la vie aujourd'hui est meilleure. Le reste donne une réponse neutre ou ne se prononçait pas.

Les raisons données pour cette évaluation positive : 62% ont mentionné le fait qu'il y avait du travail pour tous, 26% les conditions de vie dignes et 19% les logements garantis pour tous.

L'enquête est parrainée par l'organisation I.I.C.M.E.R. (Institut pour l'enquête sur les crimes du communisme et la mémoire des exilés roumains), financée publiquement dans le but de contribuer au travail d'«éducation» de la population sur les méfaits du communisme. Parmi les déceptions les plus amères que les résultats de l'enquête ont causé à cette

organisation, on trouve les réponses à la question sur le fait de savoir si les personnes interrogées ou leurs familles ont souffert sous le système communiste.

Seuls 7% des personnes interrogées disent avoir soufferts sous le communisme, avec 6 autres % qui, tout en ayant pas souffert personnellement, affirment qu'un autre membre de leur famille avait vécu cela. Les raisons données ici sont également d'ordre économique: la plupart fait référence à la pénurie qui a eu lieu dans la décennie des années 1980, quand la Roumanie a mis en route un programme d'austérité avec pour objectif de rembourser la dette extérieure du pays. Une petite partie de cette minorité qui dit avoir souffert durant la période communiste déclare avoir été lésée à cause de la nationalisation de leurs propriétés, et une poignée (6% de ceux qui se rappellent de mauvaises expériences sous le communisme) disent que pendant que les communistes étaient au pouvoir, eux personnellement, ou un membre de leur famille, ont été arrêtés à un moment donné.

- **Unité des communistes : les Espagnols montrent l'exemple !**

Le 25 février dernier s'est tenue à Madrid une réunion qui a concrétisé le processus d'intégration de l'Union Prolétarienne dans le P.C.P.E.. Ce nouveau pas vers l'unité des communistes espagnols intervient un an après qu'une partie importante de la J.C.E.

ait rejoint la C.J.C., l'organisation de jeunesse du P.C.P.E..

A cette occasion, le P.R.C.F. a envoyé au P.C.P.E. un message dans lequel il déclare : *«Nous vous remercions pour cette information porteuse d'espérance. L'adhésion de l'Union Prolétarienne au P.C.P.E. est un nouveau grand succès pour les communistes espagnols, pour ceux qui sont restés fidèles au marxisme-léninisme.»*

Pour nous, communistes français, qui luttons inlassablement pour l'unité des vrais communistes, c'est un encouragement à renforcer la recherche du dialogue avec tous ceux qui n'ont pas renié la perspective du socialisme.

Nul doute que cette avancée va permettre le renforcement du combat contre cette Union Européenne du grand Capital broyeuse des peuples; en Espagne mais au-delà sur l'ensemble du continent.

Nous souhaitons, bien entendu, que vous nous informiez sur le déroulement de cette importante journée du 25 février.»

Lisez**« Solidarité de Classe »**

Bulletin du Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe

Présidents d'Honneur : Erich Honecker, Margot Honecker, Henri Alleg, Mumia Abu-Jamal.

Président : Désiré Marle

11 rue Desrousseaux, 62320 Rouvroy – Abonnement 1 an, 6€ (40F).

La démocratisation de l'Afghanistan est en bonne voie...

Alors que les troupes d'occupation U.S. doivent faire face à de violentes manifestations provoquées par la mise au feu d'exemplaires du Coran dans leur base de Bagram, la publication d'une photo provoque un léger malaise outre-Atlantique.

Il s'agit d'un cliché vieux d'un an et demi, pris en septembre 2010 dans la province d'Helman, mais passé relativement inaperçu



jusqu'à maintenant. On y voit des tireurs d'élite de l'infanterie de marine posant fièrement devant une

bannière étoilée agrémentée de deux énormes «S» runiques.

Le haut commandement des U.S. Marines affirme avoir intimidé l'ordre à ces braves combattants de la Liberté de cesser d'utiliser ce logo, mais refuse de préciser quelles sanctions ont été prises... «Nous ne croyons pas que ces tireurs d'élite du Corps des Marines avaient une connaissance historique claire de la signification de ce symbole», a déclaré son porte-parole. Nous voilà rassurés...

«Nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une rupture radicale dans les années à venir»

Extraits d'une interview d'Aleka Pappariga, secrétaire générale du P.C. de Grèce (K.K.E.) sur la chaîne de télévision grecque ANTI

Q. : Que propose le K.K.E. ?

A.P. : Quand nous disons aux gens que le système capitaliste – et nous disons cela au sujet du système capitaliste Européen qui est en fin de cycle – ne peut objectivement aujourd'hui apporter de solutions, qu'il a donné tout ce qu'il avait à donner, cela signifie qu'ils ne faut pas attendre du K.K.E. qu'il participe au système politique bourgeois, dans un gouvernement de gestion du système qui n'a plus rien à offrir.

Q. : Cela ne vous intéresse pas de participer à une coalition gouvernementale ?

A.P. : Les conséquences en seraient désastreuses pour notre peuple. Et nous serions nous-mêmes confrontés à une grosse contradiction qui est d'une part que nous lancerions des mots d'ordre qui vont dans les intérêts du peuple et invoquerions nos 90 ans d'histoire, et d'autre part nous nous assiérons pour négocier la suppression des primes de Pâques et de Noël.

Aucun gouvernement progressiste n'est possible !

Si nous pouvions nous prémunir des conséquences de la crise et résoudre les problèmes que connaît le peuple en participant à un gouvernement, nous y participerions. Nous avons de l'audace et nous prenons des risques. Mais c'est impossible. Que ces partis qui parlent de gouvernements progressistes de gauche, de centre-gauche ou de centre-droit nous expliquent qu'ils vont former un gouvernement. Le jour suivant, ils auront à faire face à plus de mémorandums, de prêts, à la Fédération hellénique des entreprises, aux fédérations patronales.

Q. : Est-ce que le K.K.E. va encore une fois clamer haut et fort qu'il est le seul à représenter la gauche ?

A.P. : Nous ne le disons pas de la manière dont vous le dites. Nous



Aleka Pappariga

cherchons à exprimer objectivement, par nos positions, les intérêts de la classe ouvrière et d'une grande partie des travailleurs indépendants et d'une grande partie des paysans, mais pas tous les indépendants ni tous les paysans. Nous nous adressons aux travailleurs, tant à ceux qui votent Nouvelle démocratie que ceux qui votent P.A.S.O.K.. Nous ne voyons que des forces sociales, car, quand vous parlez en termes de gauche, de droite, de centre, aujourd'hui cela ne veut rien dire..

Négocier ou combattre

Soyons réalistes sur les prochaines élections. Il est possible que le peuple en sorte grandi et puisse être en mesure de faire obstacle au travail du prochain gouvernement. Le peuple ne doit pas avoir peur. Si il n'est pas possible de former un gouvernement avec un seul parti, ils s'entendront entre eux. Ils s'y préparent déjà.

Il ne peut y avoir de gouvernement progressiste qui puisse coexister avec les monopoles, non seulement dans

l'économie mais partout, qui entamerait des négociations au sein de l'U.E. – car c'est ce qu'ils disent : qu'ils vont mener les négociations dans un esprit combatif, mais cela ne peut se produire. Ces deux choses sont incompatibles.

Q. : Les gens disent que le K.K.E. pourrait se trouver devant une situation historique qu'il n'a peut-être jamais connue depuis la fin de la dictature, pouvant faire sentir sa présence sur la base des voix qu'il pourrait gagner, et ils veulent connaître les propositions du K.K.E. pour une sortie de crise. C'est ce qu'attendent des gens qui n'ont pas de lien idéologique avec le K.K.E..

A.P. : S'il s'agit de dire qu'il peut y avoir une sortie de crise alors que tout restera à l'identique et qu'un gouvernement qui sortira des élections changera tout par des lois votés au parlement, et bien cela est impossible.

Q. : Vous parlez de renverser le système...

A.P. : Oui, mais cela ne se fera pas en un soir ni en une seule offensive. Nous disons la chose suivante : dans chaque bataille, le peuple doit concrétiser des avancées par des victoires, même partielles, conquises dans la lutte. Nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une rupture radicale dans les années à venir.

Les gens décideront d'eux-mêmes et dans le même temps ils doivent y être prêts et exercer une pression décisive, en empêchant le pire et en remportant des acquis.

Nous ne pouvons pas fixer de date pour la transformation du système politique, nous ne pouvons pas fixer un délai d'une, deux ou trois années car cela dépend de la majorité du peuple, cela n'est pas du ressort du seul K.K.E..

Si le peuple n'en prend pas la décision, il n'y aura pas de changement.

Soutien total aux travailleurs, aux communistes et aux véritables patriotes grecs !

«Quand ceux d'en bas ne veulent plus vivre comme avant, quand ceux d'en haut ne peuvent plus diriger comme avant, alors s'ouvre une période de révolution» (Lénine).

Non seulement la révolte populaire grecque, conduite par le K.K.E. et par le P.A.M.E., est totale, mais la classe dominante et l'appareil d'Etat se fissurent (cf. le communiqué de certaines forces de police, la démission de certains ministres, etc.). Il est de plus en plus clair que l'Union Européenne et l'Euro sont vomies par les peuples, y compris le nôtre dont le «Non» de 2005 a été violé par l'U.M.P.S.. Le P.R.C.F. réaffirme sa solidarité avec le K.K.E., le P.A.M.E., l'ensemble des Grecs patriotes qui refusent la mise à mort du peuple qui a inventé la démocratie.

«Peuples d'Europe soulevez-vous» est-il écrit sur l'Acropole. Au moment où la classe dominante de France détruit notre pays en rampant devant Bruxelles et Francfort et en saccageant les acquis de la Résistance et de la Révolution française, nous devons approfondir notre solidarité avec le peuple grec, tout en préparant notre propre soulèvement.

Cette solidarité sera d'autant plus forte qu'en France même, la résistance progressiste et patriotique contre l'U.E., l'Euro et le capitalisme prédateur montera en puissance à l'appel des vrais communistes unis, des vrais républicains patriotes et progressistes rassemblés et des syndicalistes de lutte appelant au «tous ensemble et en même temps».

L'heure des résistances et des révolutions revient. A tous les révolutionnaires de s'y préparer en créant les conditions de l'unité des forces populaires.

EN BREF... EN BREF... EN BREF

- **Grève offensive chez Constellium**

Lors de la Négociation Annuelle Obligatoire, la revendication commune prise en concertation avec les salariés, partagée par la C.G.T. et F.O. était de 3,5% d'augmentation générale (A.G.) avec un talon (augmentation minimale pour les bas salaires) de 70 €. La Direction de cette entreprise de production de produits en aluminium laissait royalement 2,1% d'A.G. et 0,6% d'augmentations individuelles (A.I.). Les piquets de grève s'organisaient à partir du 14. Le 16, la direction proposait 2,55 % d'AG, 0,75 %, d'AL., et un talon de 50 €. Et la lutte continuait...

- **P.S.A. pleure la bouche pleine !**
(extrait d'un communiqué C.G.T.-P.S.A. du 15 février)

La direction de P.S.A. vient d'annoncer ses résultats financiers pour l'année 2011. Bénéfice net positif : 588 millions ! Il faut ajouter les 200 millions de rachat d'actions P.S.A.

en août 2011, et les 257 millions de dividendes versés dernièrement aux actionnaires.

Comment justifier un plan de 6.800 suppressions d'emploi en Europe et de menacer de fermeture les usines d'Aulnay, de SevelNord et de Madrid quand le groupe bat son record de chiffre d'affaire et engrange encore plus de 588 millions de bénéfices ? P.S.A. tente donc de relativiser aux yeux des salariés et de l'opinion publique ses résultats positifs en mettant en avant le très faible déficit de la branche automobile (92 millions). Elle oublie que la crise du Japon lui a coûté 250 millions, et que sa politique de course à la baisse de coûts sur ses fournisseurs lui a coûté 200 millions avec la crise de son fournisseur de vis Agrati en septembre dernier.

Pour la C.G.T., la richesse accumulée dans les caisses de P.S.A. doit servir à maintenir tous les emplois et les salaires du groupe, en commençant par annuler le plan de 6.800 suppressions d'emplois et à sécuriser les emplois des usines de Aulnay, SevelNord et Madrid plus que jamais menacées de fermeture.

Arcelor Mittal Florange, Arkema... : même combat !

Le Capital souverain décide, en fonction de ses exigences de rentabilité, ce qui se produit, où, comment, à quel prix... On ferme des usines, on ruine une région, on ouvre pour des salaires de misère ailleurs...

Arkema, 1^{er} chimiste français, a décidé de céder ses activités vinyliques à un «fonds d'investissement» connu en France pour avoir coulé Myrys (180 licenciements secs). Les sites de Balan (01), Berre, Fos sur Mer et Lavéra (13), Saint Auban (04), Saint Fons (69) et Vauvert (30), et les filiales Alphacan et Résinoplas, sont concernés. Dès l'annonce du projet, les salariés de Fos, Lavéra et Saint Fons se sont mis en grève spontanément et depuis la lutte continue sous différentes formes.

Arcelor-Mittal, qui vient de décider la fermeture définitive de hauts fourneaux à Liège et Madrid, a annoncé le non-redémarrage de la filière liquide de Florange (57), avec à la clé la «mort programmée du site» où travaillent quelque 5.000 personnes, dont 3.000 en C.D.I..

Les salariés réunis en A.G. ont

menacé de devenir «le cauchemar du gouvernement» et promis de multiplier les actions fortes : «J'étais à Gandrange quand ça a fermé ! S'il faut mettre le feu, on mettra le feu. Mais tous ensemble», «maintenant, on lutte ou on crève. Si on ne riposte pas maintenant, on est mort». Le 28 février, à 5h30 du matin, le blocage du site par les ouvriers commençait...

Alors que l'ensemble des politiques pleurniche sur le sort de l'industrie en France mais soutient l'Europe des délocalisations, les travailleurs doivent s'emparer de la question. Pour sauver et développer l'emploi dans notre pays, c'est aux grands capitalistes qu'il faut s'en prendre : interdiction des délocalisations, nationalisation des grandes entreprises et des secteurs stratégiques, planification démocratique nationale ancrée sur le secteur public bancaire et industriel.

Pour cela, il est urgent de relever le drapeau du «produire en France» (avec des Français et des immigrés !) et de la sortie de cette U.E. qui démolit l'industrie comme la Fonction Publique et l'Education Nationale.

Benoît Foucambert

VICTOIRE POUR UN SALARIÉ GRÉVISTE DE LA FAIM**Le P.R.C.F. entre chez Carrefour !**

Assurez-vous, il ne s'agit pas d'une prise de participation financière ! Non ! Il s'agit – tout simplement – de ce qui s'est passé à Carrefour-Auchy-les-Mines, dans le Pas-de-Calais, le 11 janvier, au dixième jour de grève de la faim d'un salarié victime d'une procédure de licenciement arbitraire : une dizaine de camarades du P.R.C.F. et 20 à 30 camarades de la C.G.T., en tenue militante et drapeau de leur organisation sur l'épaule, ont investi le hall du supermarché sous l'œil ébahi des clients, forçant la direction à venir discuter, pour la première fois en 10 jours, avec Philippe L.

Rompre l'isolement

Nous avons eu connaissance du problème au quatrième jour de la grève de la faim et avons dès le lendemain rejoint deux camarades «de la base» de la C.G.T., Mostapha et Pascal, déjà aux côtés de Philippe pour le soutenir, mais bien esseulés. Nous décidions alors avec eux de mettre les élus locaux devant leurs responsabilités en leur demandant de venir nous rejoindre (Auchy est «communiste» depuis trente-cinq ans) ; ils ne furent que trois à venir une ou deux fois, le maire faisant une apparition



et des promesses qui ne purent être tenues...

C'est donc les camarades de la C.G.T. et du P.R.C.F. qui menèrent l'action (avec quelques très rares mais méritants camarades d'autres organisations), distribuèrent un tract (signé de militants locaux du P.R.C.F.) à 1600 exemplaires, et se retrouvèrent dans l'enceinte de Carrefour, forçant la direction à une première entrevue où elle refusa la réintégration de Philippe (qui la demandait mais la

craignait après un congé maladie de plus d'un an et... deux tentatives de suicide) mais accepta de discuter des indemnités de licenciement. Les jours suivants, elle joua la montre...

Elargir le soutien

Au quatorzième jour de grève de la faim, devant la volonté de la direction de laisser pourrir la situation, il fut décidé d'une action de soutien encore plus large pour le mercredi 18 janvier : les camarades du P.R.C.F.,

des sympathisants, plusieurs U.L. de la C.G.T. annoncèrent leur venue à nouveau à Carrefour pour ce jour-là : le mardi 17 janvier après midi, comme par miracle, la direction de Carrefour donnait satisfaction à Philippe L. qui en était à son 16^{ème} jour de grève de la faim, après avoir passé les dernières nuits dans sa voiture sur le parking du supermarché par -4° !

Ce moment de lutte fut un moment de joie pour tous les camarades y participant et ils distribuèrent à nouveau, dans les jours suivants cette victoire, un tract explicatif à la population, vantant les mérites de la lutte et de l'union des salariés, montrant la nocivité du capitalisme et de l'Union Européenne, son outil d'asservissement des peuples.

J-C. Houseaux

**I.C.
Soutient les
luttes**

**... Soutenez
I.C. !**

GRÈVE ET MANIFESTATION NATIONALE DES ENSEIGNANTS LE 31 JANVIER

«*Managez, managez, il en restera toujours quelque chose ! ...*»

Il est des sites qui rebutent et pourtant sont-ils hautement intéressants et riches d'informations prospectives ! *

«*Intrusion d'une logique de la performance [...] ; mesure de l'action publique par les résultats [...] ; périmètre de la fonction publique ou ce qu'elle peut déléguer [...]*» avec trois principaux leviers d'action «*prenant la forme de la L.O.L.F., de la R.G.P.P., de la réduction des effectifs de fonctionnaires et de la réforme du statut de la Fonction Publique.*» !

Enfumage

«*... chaque échelon, par sa capacité d'explicitation, est générateur de sens (qui) permet de responsabiliser chaque participant*» en d'autres termes, comprenez bien chers collègues fonctionnaires que les déficits publics ne nous laissent pas le choix... J'imagine qu'en Espéranto cela se traduise par : *le capitalisme a besoin de nouvelles sources de profit alors vous allez être privatisés ou allez disparaître !*

Désenfumage

«*... développement progressif des mécanismes de contrôle. Dans de plus en plus de pays, ils portent à la fois sur le professionnel à titre individuel et sur son équipe pédagogique, sur la réalité de son activité, son adéquation aux normes imposées et ses performances. [...] Le développement récent d'évaluations individuelles à forts enjeux en termes de rémunération, de promotion et de conditions de travail [...] constitue une nouvelle étape dans le renforcement du contrôle du travail de l'enseignant.*»** en d'autres termes, comprenez-bien chers collègues enseignants que l'harmonisation est nécessaire au sein de l'U.E. ... J'imagine qu'en Espéranto cela se traduise par : *les euro-capitalistes ont besoin du silence de certains pour continuer de faire des profits sur le dos de la plupart !*

Luc Chatel :

pédagogue ou idéologue ?

Le projet de réforme de l'évaluation

des enseignants devrait-il aussi permettre d'obtenir de meilleurs résultats scolaires et de remédier aux sorties du système éducatif de jeunes sans qualification ?... Jugez-en par vous-même !

«*Les recherches effectuées aux États-Unis depuis soixante ans ou davantage démontrent en effet de façon constante l'absence de corrélation significative entre la note attribuée par les chefs d'établissement aux ensei-*

*gnants et les résultats de leurs élèves [...]»*** et a contrario «*Votre étroite vision de celle-ci trahit la cohérence de vos arrière-pensées politiques en matière d'éducation : déconstruire le socle républicain de l'école et faire des établissements des lieux autoritaires de compétition et de concurrence marchande de la transmission des savoirs.*»****.*

Et comme «*aujourd'hui nous sommes sortis d'un système de cogestion [n.d.l.a. : paritaire]*»**** : on va pouvoir «*saquer les rétifs à tour de bras*» !

Et pendant ce



temps-là...

Le S.G.E.N.-C.F.D.T. a suspendu son appel à la grève du 15/12 après avoir eu l'assurance que le ministère était prêt à ouvrir des négociations ; la fédération U.N.S.A. Éducation – dont on sait qu'elle privilégie des actions multiples locales, en général le jour de la publication de la carte scolaire – demande la mise en place d'une évaluation de la «valeur professionnelle» ; tandis que F.O., le S.N.A.L.C., la C.G.T.-Educat'ion &

S.U.D.-Education rejoignent l'appel à la grève de la F.S.U. – initiée par le S.N.E.S – avec manifestation nationale à Paris ce 31/01...

Ainsi donc pendant que le fossé se creuse sur le terrain professionnel entre une «*école des pauvres*» et une «*école des riches*», le clivage s'accroît encore sur le terrain social entre des «*syndicats petits-bourgeois*» (les réformistes) et des «*syndicats prolétariens*» (du moins un peu plus...). Pourtant ces derniers ne mesurent toujours pas la dureté des positions libérales-réactionnaires de l'adversaire...

Grève d'une journée ?... Combat perdu !

Quant aux «*naïfs*» qui s'imaginaient qu'à défaut de pugnacité syndicale ils puissent se reposer sur les prochaines échéances électorales, renvoyons-les à ceci : «*Où sont les positions tranchées de François Hollande sur la question ? [...] La réalité c'est que le projet du P.S. ne prévoit rien sur l'évaluation des enseignants. [...] (projet qui) revient à dire aux enseignants qu'ils travailleront davantage dans les établissements scolaires et que leur revalorisation se fera quand les finances le permettront. Autrement dit, travailler plus, pour ne pas gagner plus.*» .

Comment, en de telles circonstances, ne pas (re-) devenir de véritables communistes ?

J.V.

Commission Enseignement du P.R.C.F.

* http://www.esen.education.fr/fileadmin/user_upload/Contenus/Partenariats_et_reseaux/cycle_management_15ans.pdf

http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/thematic_reports/094FR.pdf (cf. chapitre 6 p68)

** <http://brianf.free.fr/educ/eval/eval.html#R%C3%A9ponse>

*** <http://www.humanite.fr/societe/evaluation-des-profs-lettre-ouverte-luc-chatel-dun-inspecteur-de-leducation-nationale-486228>

**** <http://videos.tf1.fr/infos/l-invite-de-julien-arnaud/lci-luc-chatel-est-l-invite-politique-de-julien-arnaud-6877341.html> (chrono = 3'38")

***** <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/223253- greve-en-enseignants-evaluation-formation-quand-hollande-va-t-il-s-engager.html>

La Belgique a un gouvernement... L'Europe reprend la main !

«Sous couvert de retour à l'équilibre des finances publiques et de contraintes européennes, on assiste à la pire régression sociale depuis des décennies. Les systèmes de solidarité mis en place par les travailleurs depuis le lendemain de la guerre à travers la sécurité sociale et les services publics sont détricotés.»

Gouverner, c'est casser

Vous n'êtes pas en France : ce cri émane de la Fédération Général du Travail de Belgique - pays relativement protégée par l'absence de gouvernement «national» pendant près de neuf mois : on y gérait les affaires courantes sans pouvoir mettre en place de plan d'austérité comme ailleurs dans l'Euro-zone, d'où un meilleur taux de croissance (1,6% 2011). Nommé début décembre, le gouvernement Di Rupo a aussitôt pondu un train de mesures d'un remarquable manque d'originalité, et propre à ramener l'économie du pays au niveau de ses voisins.

Encore les retraites !

La retraite théorique est à 65 ans en Belgique, mais beaucoup cessent de travailler avant grâce aux retraites anticipées, et aux prépensions qui permettent aux salariés âgés licenciés de toucher de leur ex-employeur une indemnité complémentaire en plus



des allocations chômage. Le gouvernement veut rendre pratiquement impossible tout départ avant l'âge légal. De plus, les possibilités de travail à temps partiel en fin de carrière seraient réduites, et bien entendu, une baisse du montant des pensions est programmée.

Menaces sur l'index

Le gouvernement pose d'autres bâtons de dynamite dans le pouvoir d'achat populaire : les chômeurs âgés devraient se contenter des indemnités des assurances-chômage, et celles-ci devraient baisser sous le seuil de pauvreté ! Et bien sûr, sont prévues des hausses de la T.V.A. et des tarifs

publics (transports, timbres, énergie...).

Habilement, on n'attaque pas encore le système d'indexation des salaires sur les prix - «L'index», grâce auquel tous les salaires ont augmenté de 3,17% en janvier. Mais Merkozy ne veut plus de cette autre exception belge (l'indexation a disparu en France en juin 1982 !). La banque «nationale» prépare sa «réforme»...

Irresponsables !

Mais, contrairement aux confédérations françaises qui sont «responsables», et n'ont «pas vocation à bloquer le pays», (dixit Thibaut en 2003), les syndicats belges ne font pas semblant

de lutter.

Après une première grève générale le 2 décembre, ils ont haussé le ton. Le 30 janvier, les militants se sont levés tôt (certains avant quatre heures du matin) pour paralyser l'économie par des actions de blocage dur qui ont touché le transport routier, l'énorme port d'Anvers, provoqué la fermeture de l'aéroport de Charleroi... Etc. De quoi plomber l'ambiance du sommet européen qui se tenait à Bruxelles ce jour-là...

Limites

N'idéalisons pas non plus les directions syndicales belges. Le texte des dirigeants appelant à la grève du 30 se terminait ainsi : «Que l'on construise une Europe solidaire et suffisamment forte pour mener des politiques constructives au lieu d'une surenchère dans la régression sociale.». Une fois de plus, il faudra que l'on nous explique comment ce beau programme pourrait voir le jour à l'ombre des traités néolibéraux européens...

La grève générale de janvier a fait mal au grand patronat et l'a sûrement obligé à modifier son calendrier. Mais comme elle s'inscrivait malgré tout dans le consensus maastrichtien, elle ne pouvait pas obtenir mieux.

Vincent Flament

EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF

• Italie : ça bloque aussi !

Fin janvier, l'Italie était partiellement bloquée par une grève générale des routiers due à l'augmentation des taxes pétrolières – un litre de diesel coûte 1 Euro 71 ! Les automobilistes coincés se déclaraient pourtant solidaires. D'autres grèves ont touché les transports publics, les taxis, les stations-service... pour protester contre les mesures de libéralisation du gouvernement Monti.

• Arafat se bat en Roumanie !

Janvier a aussi été marqué par des rassemblements spontanés en Roumanie, contre l'austérité, le libéralisme économique et la corruption. L'étincelle a été la démission forcée de Raed Arafat, sous-secrétaire d'Etat à la santé et fondateur du service de médecine d'urgence, coupable d'avoir critiqué le projet de «réforme» de la santé. En 2009, touché par une récession de 8,5 %, le pays avait fait appel au F.M.I., qui avait imposé une diminution de 25 % des salaires des fonctionnaires, de 15 % des retraites, et une hausse de la T.V.A....

La machine à effacer les frontières

Comme les structures de «coopération au-delà des frontières» proposées par le Conseil de l'Europe n'ont pas été approuvées par certains pays (et pour cause...), l'U.E. a créé le Groupement Européen de Coopération Territoriale «pour effacer les frontières» proclame le site internet de l'euro métropole Lille-Kortrijk-Tournai. Ainsi cette grande région instituée en mars 2010 et regroupant des départements ou régions allemandes, belges françaises et luxembourgeoises, gère entièrement des projets transfrontaliers (transport, éducation, sécurité, culture).

Le 1er décembre, le Conseil Régional d'Alsace et les départements du Haut-Rhin et du Bas Rhin ont fusionné, et le journal «Ouest-France» rêve que la Bretagne et d'autres régions puissent très bientôt bénéficier du fameux «droit à cette expérimentation». (voir I.C. 116, p.12). En revanche, en 2003, les Corses ont refusé...

Ces G.E.C.T. ne doivent vraiment rendre de compte qu'à Bruxelles et peuvent largement décider au-dessus des Etats. Depuis 2007, 16 ont été créés, et 21 sont en projet, dont l'euro-région franco-italienne Alpes-Méditerranée qui pourrait avoir des prérogatives plus larges.... Les Etats doivent donner leur accord sous 3 mois pour la création d'un G.E.C.T., mais Commission Européenne va améliorer le dispositif: sans refus explicite, la création sera automatique !

Sylvie Guduk

Achetez, vendez, soutenez I.C. !

ET SI LES FEMMES VOTAIENT «MARINE» ? ...

Petite lecture du programme du FN sur la question féminine

Par : «Chromosome X», enquêteuse© en ligne (sur www.marinelepen2012.fr)

Huit conseillères sur 43 (18,6%), 4 femmes sur 27 au bureau de campagne (14,8%), une sur 7 porte-paroles (14,3%), une sur 12 au bureau exécutif (8,3%).

La forme. Pas les formes...

Dans l'esprit F.N., si de rares femmes peuvent donner quelques éventuels conseils voire occasionnellement «faire joli» à la télé, il ne faut surtout pas leur donner trop de place aux commandes !

Des fois qu'elles feraient de l'ombre à la Présidente ? Ou juste parce que l'extrême droite a de tout temps était très... martiale ! [ethym. Mars, dieu de la guerre, oh combien viril...]

Ces conseils sont d'ailleurs empreints d'un très fort déterminisme de genre : famille, santé/handicap/dépendance, animaux ! «Maman s'occupe des gosses, soigne les bobos et s'occupe du chien... Pendant que Papa, lui, travaille...». Des exceptions tout de même : culture, école (mais pas l'Enseignement dans son entier !...), outre-mer, aménagement du territoire, social/retraite/emploi.

Le fond...

Réduction de l'emploi dans la F.P. territoriale. Dont «l'Observatoire des Inégalités» nous dit qu'elles représentent 61% des personnels, loin devant la F.P. d'État (50%) et plus encore le secteur privé (42%)... Et encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte des «emplois aidés» or le site du Sénat les donnait à 52% occupés par des femmes (réf. 2002) !

Pas de remise en cause du gel des traitements, mais une différenciation «situationnelle». Pendant que l'I.N.S.E.E. estime à - 14% le diffé-



Le F.N. tape sur l'Europe, mais c'est pour renationaliser la régression sociale. Son programme le prouve-notamment en matière de droits des femmes...

rentiel salarial femmes/hommes en moyenne au sein des 3 F.P. réunies ! Cela laisse rêveur... de cauchemars. Si la création d'un «revenu parental» pourrait faire positivement débat, son indexation à l'axiome «dès que les finances le permettront [...]» laisse

augurer d'un bientôt remis à jamais ! Pouvons-nous nous satisfaire d'un «abaissement de l'âge de départ en retraite des mères d'au moins 3 enfants» quand, quelques pages plus loin, on lit que «L'objectif doit être fixé de revenir le plus rapidement possible au

principe de 40 annuités de cotisation pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein.» ? Et le possible, ce ne serait pas les calendes grecques par hasard ?...

Quant aux crèches, il sera difficile aux collectivités de les «privilegier» quand on les exhortera à plus d'économies budgétaires ! Mais le Préfet, lui, n'aura aucun mal à exiger le beurre, l'argent du beurre, voire la crème (dont il est dit qu'elle aura le libre choix de «ne pas avorter»). Avec 410.000 déclarations féminines de violences conjugales en 2008 – d'après le très officiel O.N.D.R.P. – et une mort tous les deux jours en 2007, disait l'Express. Alors, «vous la sentez bien notre grosse liberté de choix ?»

... que l'on a touché !

Bon, il restera aux familles mono-parentales, la «flexibilité des horaires» (hum, dans les grandes entreprises !... Faudrait pas exagérer non plus) pour s'occuper de la petite-famille et se passer de R.T.T. et autres vacances auprès des siens. Rappelons que d'après l'I.N.S.E.E., 85% de ces familles consistent en une mère et ses enfants !

Inutile, je crois, de dire que les femmes d'origine étrangère seront particulièrement mal loties... Et ce jusque dans leur santé (survie même, peut-être ?...) affublées d'un délai de carence d'un an de résidence et de cotisation !

Gageons que les devoirs, opposables à ces droits dont elles pourraient être «partiellement ou même totalement privées», seront plus facilement assumés par des femmes humainement esseulées et socio-économiquement fragilisées ! D'autant plus si elles sont privées d'allocations familiales «réservées aux familles dont un parent au moins» s'avère bien être franco-français... Sans doute leur restera-t-il ces «cours de français obligatoires» et leurs yeux de parentes d'élèves, pour pleurer...

Quant au pouvoir d'achat, s'il attend une quelconque amélioration d'une sortie de l'euro, «concertée avec les autres nations européennes» (17 concertées sur 28 que comptent désormais l'UE ! ...) : il va attendre longtemps, longtemps, longtemps... Vous êtes déjà, vous, tombés d'accord unanimement à 17 ? Moi, non ! Essayez donc. Lors d'une prochaine soirée entre copines, par exemple.

Conclusion

Si les femmes votaient Marine, Elles se feraient encore une fois «b...er» !

Motus, c'est privé !

Le 2 février, à Maillé, un train arrêté par la réparation d'un rail troué a été percuté par un autre. Aucune victime n'est à déplorer car il s'agissait de deux trains de fret, et que le choc a eu lieu à 25km/h, mais les dégâts matériels sont importants. Vous n'en avez pas entendu parler dans les grands médias ? Normal : le convoi à l'arrêt appartient à Colas Rail, et l'autre à Euro Cargo Rail. Deux compagnies privées...

Contre le nationalisme identitaire au Québec (et ailleurs...)

par Philippe Valois



Depuis quelques années au Québec, nous assistons au développement du nationalisme culturel et identitaire, c'est-à-dire au nationalisme basé sur l'identité nationale et la culture qui seraient propres au peuple québécois selon les défenseurs de ce courant politique...

Outre-Atlantique : encore le voile...

La crise autour des fameux «*accommodements raisonnables*», qui a fait rage en 2007, a grandement favorisé la montée du nationalisme identitaire dans la Belle Province en véhiculant le message que ces demandes formulées surtout par des gens issus des minorités ethniques et religieuses représenteraient une menace pour les valeurs et l'identité québécoises. C'est un phénomène très dangereux en ce sens qu'il mène à la stigmatisation des immigrant(e)s et au développement de la xénophobie et du racisme les plus primaires.

C'est une chose par exemple de considérer que le voile islamique puisse être un instrument d'oppression des femmes, mais de prétendre qu'il puisse menacer l'existence de la nation québécoise est du délire absolu. On pourrait dire la même chose des autres signes et symboles

religieux comme la kippa juive ou le kirpan sikh. Je vois mal comment le fait qu'un Juif orthodoxe se promenant sur la rue avec sa kippa ou un hassidique avec son chapeau noir et ses boudins menacerait «*l'identité québécoise*» – encore faudrait-il s'entendre sur ce que cette dernière représente vraiment.

Le glissement vers la xénophobie est donc assez évident, car ce qui est en cause ce sont des symboles «*étrangers*» et portés surtout par des gens issus de l'immigration. Le Québec est une nation opprimée depuis plus de 250 ans, tout d'abord par la monarchie britannique et ensuite par la bourgeoisie canadienne suite à la création de la Confédération canadienne en 1867, mais il est complètement erroné d'en faire porter la responsabilité sur les immigrant(e)s.

«*Laïcité*» du P.Q. ...

Le débat sur les «*accommodements raisonnables*» a eu le mérite de lancer un débat plus général sur la laïcité des institutions publiques, ce qui constitue une revendication fondamentale et progressiste, surtout quand on connaît le passé clérical de la société québécoise.

Par contre il s'avère important d'être cohérent quand on parle de laïcité

et surtout d'éviter que ce combat légitime devienne une arme contre les droits des immigrant(e)s. Par exemple, le Parti Québécois nationaliste bourgeois qui tente de se faire du capital politique avec cette question, est en même temps un défenseur de la présence du crucifix à l'Assemblée Nationale du Québec qui date de l'époque de Maurice Duplessis. Une hypocrisie sans limites qui montre le vrai visage teinté de racisme de la vision de la laïcité défendue par le Parti Québécois.

Le P.Q. est pour le renforcement de

la laïcité tant que cela concerne les immigrant(e)s, mais dès que l'on touche à un symbole de la domination réactionnaire du catholicisme sur la société québécoise d'antan comme le crucifix, on change subitement son fusil d'épaule ! Bel d'exemple d'incohérence et de doubles standards ! Le P.Q. reprend ainsi le discours de l'A.D.Q. en 2007 qui surfait sur l'hystérie alimentée par les médias bourgeois au sujet des «*accommodements raisonnables*» et qui n'hésitait pas à véhiculer les préjugés les plus crasses sur l'immigration tout en défendant le crucifix de l'Assemblée Nationale en tant que symbole «*historique*».

Parlez français... si vous êtes travailleur immigré !

Autre dérive dangereuse du nationalisme identitaire et culturel : considérer que les immigrant(e)s menacent la langue française, et par ricochet la nation québécoise. On oublie que bon nombre d'immigrant(e)s parlent déjà le français en arrivant au Québec – les Maghrébins par exemple. Aux autres, il faut offrir des cours de français disponibles notamment dans des écoles mais aussi sur les lieux de travail.

Il ne faut pas oublier que les immigrant(e)s sont en grande partie des travailleurs et des travailleuses qui luttent aussi contre les attaques et les politiques d'austérité des capitalistes et qui font partie intégrante du combat de la classe ouvrière québécoise pour son émancipation du joug du capital. La solidarité active avec les immigré(e)s ainsi que la défense sans compromis de leurs droits est donc absolument vitale pour le mouvement ouvrier québécois.



SORTIR DE LA CRISE, DE L'EURO, DE L'U.E., DU CAPITALISME :

L'Université Ch'ti Guevara fait un tabac à Lens



Salle pleine à craquer à la salle Dumas de la Grande Résidence, le quartier H.L.M. de Lens (62) pour entendre Rémy Herrera, économiste marxiste, auteur du livre «*Un autre capitalisme n'est pas possible*», Michelle Dessenne, de la direction du M'P.E.P., Georges Gastaud, auteur de «*Patriotisme et internationalisme*» et de l'«*Essai sur la renaissance communiste*», sur la prétendue «*crise de la dette*» et les moyens d'en sortir.

Avec rigueur mais dans un style chaleureux, Herrera démontre d'abord, historique de la crise à l'appui, que la crise actuelle est structurelle et qu'on ne pourra pas en sortir sans sortir du capitalisme. Il est illusoire de s'imaginer sortir de la crise par un retour aux solutions «*keynésiennes*».

Michelle Dessenne prouve ensuite avec brio qu'il est non seulement possible, mais vital et urgent de sortir de l'Union Européenne et de l'Euro. Elle montre également que les bases sur lesquelles peut s'effectuer cette sortie progressiste, qui doit s'accompagner d'une mise hors d'état de nuire de la Bourse, sont radicalement antinomiques de celles que propose le F.N..

Non aux U.S.E. !

G. Gastaud montre que cette sortie révolutionnaire de l'U.E. suppose une nouvelle alliance du drapeau rouge et

du drapeau tricolore, de la classe ouvrière et de la Nation. Il ne s'agit pas de revenir, de manière défensive, aux solutions de 45 : compte tenu de la position intégralement antinationale que vient d'exprimer le M.E.D.E.F. (tribune du Monde, fin décembre, L. Parisot demande officiellement de nouveaux «*transferts de souveraineté*», la «*reconfiguration des territoires*» et la mise en place d'une «*nouvelle patrie*», les Etats-Unis d'Europe, pendant que Sarkozy rampe aux pieds de Merkel et que Hollande propose la constitution de ministères franco-allemands...), la défense de l'indépendance nationale ne fait qu'un avec la marche au socialisme.

Dans les trois cas, la salle, très diverse et où les visages jeunes abondent, vibre. Suit un débat riche et fraternel.

En mars, l'Algérie !

La prochaine séance de l'Université Populaire Ch'tiGuevara aura lieu le vendredi 23 mars, à Lens, sur le thème du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance de l'Algérie en présence d'Henri Alleg, auteur de «*La Question*» (le livre préfacé par Sartre qui dénonça la torture en Algérie) et avec la participation d'intellectuels du Parti Algérien de la Démocratie et du Socialisme.

Le P.R.C.F. fait la foire en Haute-Vienne !

Avec des camarades de la Haute-Vienne, nous avons distribué à la foire de La Croisille sur Briance du 18 février le «*Programme Candidat du P.R.C.F.*» et la «*Lettre à Mélenchon*».

Nous avons commencé à 9 heures du matin : nous avons d'abord rencontré des personnes peu intéressées, mais bientôt, nous avons suscité surprise et discussions autour des élections présidentielles.

Surprise, parce que malgré la longue et riche histoire communiste, jalonnée notamment par les Brigades Internationales, par la Résistance à l'occupant nazi, jusqu'au début des années 1990, la présence, ces dernières années, de la faucille et du marteau se faisait rare.

Nous avons eu le plaisir aussi de

trouver des militants du front de gauche, qui distribuaient des appels pour soutenir la candidature de Mélenchon, ainsi qu'Alain Rodet, Député socialiste de la circonscription et Maire de Limoges. Nous avons pu discuter vivement de la personnalité de Nicolas Sarkozy, dont nous avons dénoncé le comportement de dictateur, ainsi que de la nécessité impérieuse de quitter l'Union Européenne et l'Euro.

Malgré le froid et le reste de neige, nous avons pu distribuer une petite centaine de Programmes-Candidats et de lettres à Mélenchon : c'est pour nous un motif pour poursuivre et développer notre action.

Alain Combe, Véronique Dugot,
Richard Dugot, Jean-Luc Faye

Solidarité avec André Gerin !

Le 24 janvier, le Député P.C.F. du Rhône pose une question au gouvernement sur l'emploi industriel. Il s'y inquiète notamment du projet de rachat des activités vinyliques d'Arkéma au tueur d'emploi Klesh (voir en pages Luttés). Accoyer, Président de l'Assemblée, lui coupe la parole pour la donner à Besson. Gerin se fâche, refuse de se taire et de regagner sa place. Accoyer le rappelle alors à l'ordre, avec inscription au procès-verbal, ce qui entraîne la privation, pendant un mois, du quart de son indemnité.

Le lendemain, Antoine Manassis, secrétaire du P.R.C.F. à l'action unitaire, lui a envoyé ce message de soutien :

Cher camarade,

Au nom du P.R.C.F. je t'exprime notre solidarité après les mesures qui te frappent à l'Assemblée Nationale.

L'attitude du groupe des députés du P.C.F. est étonnante d'autant que tu n'as fait que défendre l'emploi et dénoncer les mensonges du Ministre.

Reçois, cher camarade, nos fraternelles salutations communistes.

Achetez, lisez, vendez, soutenez IC !

Abonnez-vous et faites des abonnés !

Vente militante

17 I.C. : Poirier (37) ; 12 : Dieux (42) ; 10 : Flament (59), Colovray (69) ; 7 : Parquet (94).

Soutien

75€ : Feuilloley (84), Batisse (51) ; 25€ : Bennati (98), Getin (29), Thomas (93), Iturbide (28) ;

20€ : Fischhof (78), Jovene (02) ; 10€ : Penet (62) ; 5€ : D.Macia (34), Larson (18), Batoge (22), Rolland (17), Guerin (84), Lecomte (62).

Merci à tous !

**Dites Non à la
«Hollandaustérité»
comme à la
«Sarkostérité» !!!**

50 ANS APRÈS LES MANIFESTATIONS DU F.L.N. ET DU MÉTRO CHARONNE...

L'amnésie est toujours la règle !

Le 14 janvier 2012 à Argenteuil, a eu lieu un rassemblement suite au décès d'Ali Ziri. Ce retraité algérien de 69 ans est décédé le 9 juin 2009, à la suite d'une interpellation de la police nationale.

Ce 9 juin le vieil homme est interpellé avec son ami Arezki Kerfali. Ils seront emmenés au commissariat d'Argenteuil. Au cours du trajet, un des policiers aurait exercé sur Ali Ziri la méthode dite du «*pliage*», qui consiste à plaquer le torse sur les genoux en exerçant une pression. Elle avait été interdite depuis 2003 suite au décès d'un éthiopien expulsé...

Outrage et pliage

Selon les conclusions de l'autopsie de l'institut médico-légal, le corps de M. Ziri portait de vingt-sept hématomes. Il était décédé suite à «*un arrêt cardio-vasculaire hypoxique, généré par suffocation et appui postérieur dorsal*». Selon une autre commission officielle : «*le manque de discernement des policiers a conduit à des comportements qui n'étaient pas sans conséquence sur l'état de santé de M. Ali Ziri*».

Lors du rassemblement, la famille et les amis d'Ali témoignèrent, ainsi qu'Arezki Kerfali, technicien qui, comme la victime, vit en France depuis 40 ans, témoin du drame, et toujours poursuivi pour «*outrage*» (!). Il expliqua qu'une fois arrivé au commissariat pour porter plainte, les policiers lui répondirent qu'ils ne prendraient pas une plainte contre leurs collègues. Il raconta comment les trois policiers avaient déchaîné leur violence contre les deux pauvres hommes.

Algérien, Ali Ziri vivait en France depuis 50 ans. Il vendait sa force de travail dans ce pays. Il vivait dans un foyer Adoma, ex-Sonacotra, dans une chambre de 3m². Mamadou Manega, décédé à Colombes le 29 novembre 2010 à 38 ans, était quant à lui un sans-papier du Mali. Sa sœur racontait dans les sanglots comment

son frère avait été tué de 15 coup de «*Taser*» avec plusieurs coups de «*tonfa*». La police s'acharna sur lui pendant près de vingt minutes avant de le laisser pour mort, devant plusieurs témoins. Depuis, les témoins sont interdits de témoignage, les biens personnels des victimes qui ne sont pas rendus à leurs familles et disparaissent... Dans ce type de cas, les instances judiciaires décident le plus souvent le «*non-lieu*».

Racisme d'Etat et fascisation

Le racisme déjà latent est encouragé. Quand le ministre de l'Intérieur se vante du nombre d'expulsions, comment s'étonner que certains policiers soient racistes ? Le même dit que les étrangers sont trois fois plus délinquants que les Français. Tous ceux qui veulent plus de répression applaudissent. La police nationale est pour eux au-dessus de toute critique. C'est, hélas le reflet d'une société en voie de fascisation.

Mgr. Gaillot a inauguré une plaque publique à la mémoire d'Ali Ziri. Une pétition est disponible*.

Toutes les organisations progressistes étaient présentes. Les syndicalistes C.G.T. témoignaient qu'au travers d'Ali, c'est le travailleur qui était visé. Certains des intervenants gardent encore «*confiance*» en la justice. D'autres constatent le crédit systématique qu'elle apporte aux thèses policières. Pour démonter ces mensonges, il faut plus que des preuves : la mobilisation solidaire !

Jimmy Dalleedoo

Malheureusement, le 31 janvier, la municipalité (P.S.) d'Argenteuil, retirait la plaque sur injonction du préfet, lequel relayait les protestations de syndicats de police. Manifestement, il est plus facile de matraquer à mort que d'assumer – et moins difficile de protester symboliquement que de résister franchement... (n.d.l.r.)

*lien en ligne : <http://www.petitionpublique.fr/PeticaoLista-Signatarios.aspx?pi=P2012N19063>

Trois questions à Henri Alleg

Directeur d'Alger Républicain pendant la guerre d'Algérie, torturé par les parachutistes français, auteur de «*La Question*»



I.C. : *Sarkozy a fait voter une loi condamnant le génocide arménien. Le gouvernement turc a protesté et répondu que la France avait commis un génocide en Algérie. Qu'en pensez-tu ?*

H.A. : *L'opposition au colonialisme en Algérie ne justifie pas cette position du gouvernement turc, ni ce que les gouvernements turcs ont pu faire il y a des années.*

I.C. : *Plus de cinquante ans après la répression des manifestations du F.L.N. et de Charonne, que reste-t-il à faire à ton avis ?*

H.A. : *Toutes ces violences montrent à quel point les actions des colonialistes français sont injustifiées. Par conséquent, il est nécessaire aujourd'hui*

encore de rappeler ce qu'a été l'action coloniale en Algérie et en France. Il ne faut surtout pas oublier.

IC. : *L'Etat français a pris la tête d'une croisade en Libye, il est en première ligne pour combattre les régimes syrien et iranien, Claude Guéant a affirmé que «toutes les civilisations ne se valent pas»... Assiste-t-on à une offensive néo-colonialiste ?*

H.A. : *Effectivement. Il faut donc, montrer à quoi cela aboutit à chaque fois. D'autres Etats agissent d'ailleurs dans le même sens : Israël, les U.S.A. ... Et comme leurs actions sont injustifiables, ils les présentent comme une lutte pour la «démocratie» et la «liberté»...*

COURRIER

• N'oublions pas Stalingrad !



Début février, Pierre Pranchère, ancien F.T.P. de Corrèze et ancien

député, a écrit aux parlementaires français à propos de la victoire de Stalingrad. Seuls sept députés U.M.P. ont accusé réception. Eric Ciotti de Nice a envoyé un mot de remerciement. Nous reproduisons ici le courrier de Pierre Pranchère, et la réponse d'André Schneider.

«Le 2 février 1943, la ville sur la Volga détruite dans un combat titanesque qui fut le tournant de la seconde guerre mondiale, voyait la capitulation du groupement hitlérien et la victoire de la glorieuse armée Rouge.

En ce jour anniversaire, il est utile d'en rappeler brièvement quelques aspects. Dans la guerre contre l'U.R.S.S., Hitler grâce à la complicité des Munichois disposait de la quasi-totalité des moyens de

Retrouvez l'intégralité des «Pôle-Positions» du P.R.C.F. sur son site : <http://www.initiative-communiste.fr>

l'Europe et d'une supériorité écrasante. Cela lui permit dans l'hiver 1941-42 d'assiéger Moscou où il subit sa première défaite. En 1942 il tenta de prendre à revers la capitale et ce fut Stalingrad.

Quelques raisons de cette victoire qui frappa à mort le régime nazi : La production d'armements de qualité, en premier lieu en Oural dans les entreprises des plans quinquennaux et les formations des armées de réserve. Un moment décisif de la bataille fut la proposition, le 12 septembre 1942, de Joukov et Vasilevski au commandant suprême Staline, d'une vaste contre-offensive visant à encercler et à détruire le groupement des armées allemandes. Elle fut décidée pour la mi-novembre. Le temps nécessaire pour produire les chars T 34, les katiouchas, les avions Yak, les P.P.S.H. et équiper les 5 armées qui firent pivoter la face du monde. Le service de renseignement nazi ne put déceler la concentration des armées de la contre-offensive. Comment cela fut-il possible ? La réponse essentielle n'est-elle pas dans le fait que la Révolution russe de 1917 avait permis de réaliser l'accès à la culture de 150 millions d'hommes et de femmes dont les parents étaient illettrés.

La valeur des enseignements des victoires de Stalingrad, Koursk et Berlin est toujours d'actualité alors que le «ventre (de l'impérialisme) est encore fécond d'où sortie la bête immonde».

La colline Mamaïev, pivot de l'héroïsme de Stalingrad est le centre où se produisent les commémorations. L'armée russe rend les honneurs sous les drapeaux rouges, frappés de l'étoile rouge et de la faucille et du marteau, les vétérans arborent fièrement les décorations de la période soviétique. Des chefs d'états et des personnalités venues du monde entier honorent Stalingrad. Un document récent du centre de la mémoire indique qu'il en a été ainsi de Raoul Castro et d'Hugo Chavez.

Une décision, qui fut et reste pour beaucoup, une violence envers l'histoire, a modifié le nom de cette ville qui a pris le nom de Volgograd. Cela n'empêche pas que la flamme de la victoire de Stalingrad brille toujours dans l'intérêt des peuples, en premier lieu du peuple de France et des peuples de Russie-C.E.I. et de la paix dans le monde.

Que me soit permis un témoignage personnel. J'ai senti la profonde amitié portée à la France, lorsqu'à l'Institut des Sciences Sociales de l'Université de Moscou, j'ai vu l'accueil, en juillet 1966, fait au général de Gaulle. Sa déclaration «Les Français savent que la Russie soviétique a payé le prix principal pour leur libération» a sa place au Panthéon de l'histoire des combats de l'antifascisme pour la liberté des peuples et la paix.

«Merci, Monsieur le Député, pour votre témoignage !

Merci également pour la réflexion dont vous avez bien voulu me faire part au sujet de Stalingrad. Même si cette ville a pris le nom de Volgograd, la colline de Mamaïev reste le pivot de l'héroïsme de ceux qui brisèrent la folie meurtrière du nazisme :

La journée du 2 février 1943 a optimisé, et ce au prix de quel courage de la part des soldats, la chance de capitulation d'Hitler et la victoire flamboyante de l'Armée Rouge !

Au soir de ce jour mémorable, le dernier pan de l'effroyable régime nazi tombait, fracassé par l'héroïsme des combattants Russes ... Il ouvrait ainsi au monde un avenir nouveau !

Vous avez mille fois raison de rappeler la valeur des enseignements de cette victoire comme de celles de Koursk et de Berlin. Souvenons-nous toujours en effet que «le ventre (...) est encore fécond d'où est sortie la bête immonde» !

Comme le Général de Gaulle en 1966, rendre hommage à ces valeureux combattants – au nom de la liberté des peuples et de la paix – est la moindre des possibilités pour les Hommes de bonne volonté.

Recevez mes très respectueuses salutations,

André Schneider

Député du Bas-Rhin

Secrétaire de l'Assemblée Nationale»

• **De J-J. Sautier (Messages, 40) :**

Justes causes... et tristes conséquences !

Ci-joint un chèque de 26€ pour mon réabonnement à I.C. dont je suis très satisfait, contrairement à l'Humanité dont je me désabonne suite à leurs critiques de la Libye et de Kadhafi. Notre presse et nos médias sont pourris depuis longtemps. Heureusement qu'internet et des sites progressistes aussi résistent à cette propagande occidentale digne des nazis. Recevez les amitiés d'un camarade qui se pose beaucoup de questions sur le devenir de l'Humanité (pas le journal, malheureusement !).

• **De Michel Bainaut**

Je ne crois pas utile que vous continuiez à m'adresser I.C. ... D'accord pour «Goldman Sachs über alles» – concernant Onfray évidemment aussi, mais votre orientation de plus en plus anti-P.C.F. et anti-Front de Gauche ne me convient pas... Certains lecteurs s'y laissent prendre ...

• **De Pierre Le Berche, Batz sur Mer (44)...**

au PCF depuis 1968, Maire de 1977 à 2001

Je n'avais pas compris que nous avions soutenu l'opération coloniale de

l'O.T.A.N. en Libye... suis-je un lecteur de l'Huma non attentionné ? ... alors on ne vote pas en 2012 ? Tranquilles à la maison ?

I.C. : «La Libye se libère de Kadhafi» (L'Humanité, 21 février 2011) ; «Un an après, un pays sous le joug des milices armées» (L'Humanité, 21 février 2012). Une fois de plus, l'Huma applaudit les causes et déplore les conséquences. De même, aujourd'hui, l'Huma et le P.C.F. reprennent sans les vérifier les «informations des opposants syriens» relayées par les agences de presse, et demain, ils pleureront sur l'instauration d'une nouvelle théocratie intégriste téléguidée par l'Occident. Il y vingt-cinq ans déjà – mutatis mutandi – ils fêtaient Gorbatchev, puis la chute du Mur, avant de s'indigner de la victoire du capitalisme sauvage en ex-U.R.S.S. et en Allemagne réunifiée...

I.C. n'est pas un journal «anti P.C.F.», ni «anti Front de Gauche» : il critique, faits et arguments à l'appui. Et il n'a pas donné de consigne de vote ni de boycott pour les prochaines élections ! Au demeurant, avant toute prise de position sur ce point, il attend notamment la réponse de Mélenchon à la lettre que lui a envoyée le P.R.C.F. (si Mélenchon daigne répondre...).

A retardement mais sincères : tous nos vœux et merci pour les leurs à Geneviève et Hubert Gétin (56) et à Alain Petit (62), lecteurs abonnés.

RESPONSABLES DE RUBRIQUE

International :

Daniel Antonini
prcf.inter@initiative-communiste.fr

France :

Jean-Pierre Combe
amidelegalite@free.fr

Vie du PRCF :

François Véchart
francois.vechart@wanadoo.fr

Jany Sanfelieu
jany.sanfelieu@wanadoo.fr

Renaissance communiste :

Vincent Flament
vincent.flament59@gmail.com

Idées :

Georges Gastaud
gastaudcrovisier2@wanadoo.fr

Courrier :

Jany Sanfelieu
jany.sanfelieu@wanadoo.fr

Abonnez-vous à
«**Etincelles**»

la revue théorique du
P.R.C.F. !

4 numéros : 22€

(étudiants et chômeurs : 16€)

Chèques à l'ordre du P.R.C.F.
à envoyer à Annie Crovisier,
10 rue Grignard, 62300 Lens

INITIATIVE COMMUNISTE N°118

Edité par le P.R.C.F.

www.initiative-communiste.fr

Rédaction, administration :

BP 30111 - 62802 LIEVIN

Dépôt légal : à parution

CPPAP 0615P11367

ISSN : 1321-3513

Imprimerie L'Artésienne, 62800 Liévin

Directeur de la publication : Jean-Pierre Hemmen

Directeur politique : Georges Gastaud

Rédacteur en chef : Vincent Flament

Abonnements : Jean-Claude Housseaux

Gestion : Madeleine Dupont

Initiative Communiste

Bulletin d'abonnement :

1 an : 22€ (chômeurs, étudiants : 18€) - 6 mois : 11€

NOM :

Prénom :

Adresse :

CODE POSTAL : VILLE :

Chèque à l'ordre d'«Initiative Communiste»
à adresser au journal : BP 30111 - 62802 LIEVIN

Appel du C.C. du P.R.C.F. à l'occasion des élections présidentielles

Souvent présentées comme un temps fort de la démocratie, les présidentielles sont en réalité conçues pour empêcher notre peuple d'émettre un choix clair et pour donner tout le pouvoir à un monarque élu chargé de gérer les affaires du capital sur le dos de la population.

Dans une vraie démocratie, on ne s'en remettrait pas tous les cinq ans à un individu doté d'énormes pouvoirs. Un individu que rien n'empêche ensuite, - on l'a vu avec l'«*Omni-Président*» Sarkozy - de bafouer la constitution (la laïcité des institutions a sans cesse été violée par Sarko et Fillon !), de s'asseoir sur la souveraineté du peuple (le Non à l'euro-constitution a été contourné pour imposer le Traité de Lisbonne !), d'imposer les contre-réformes exigées par Bruxelles (Sarkozy avait juré de ne pas toucher à la retraite à 60 ans !), voire de trahir la nation (qui a décidé de soumettre le peuple français aux diktats budgétaires d'Angela Merkel ?). Une vraie démocratie, ce serait le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple, les citoyens-travailleurs contrôlant à tout instant leurs élus et disposant des moyens d'élaborer les lois quitte à privilégier les besoins du pays et non, comme aujourd'hui, la Bourse et les actionnaires !

Ajoutons qu'en fait de suffrage universel, le système actuel interdit de fait à un candidat franchement communiste et anti-Maastricht, comme le serait un candidat émanant du P.R.C.F. s'il pouvait se présenter, de proposer une véritable alternative : les sommes à investir sont exorbitantes et les grands partis qui accaparent l'argent du contribuable font barrage aux candidatures qui pourraient briser le monopole de l'U.M.P.S., de l'U.D.F., ... Etc.

Tout le monde voit en outre que dans notre pays de plus en plus inféodé au «*modèle*» américain, l'U.M.P. et le P.S. partagent l'essentiel des choix politiques. Sarkozy comme Hollande est un fanatique de la «*construction européenne*» et de l'Euro, qui plongent notre pays dans une crise mortelle en appauvrissant des millions de citoyens. Tous deux s'accordent pour que l'armée française demeure dans l'alliance agressive qu'est l'O.T.A.N. sous le contrôle de Washington. Tous deux sont partisans de l'euro-décentralisation de la France qui dépèce le territoire national pour mettre en place ces nouvelles féodalités que sont les euro-régions et les «*métropoles*» : à terme cela signifiera l'effacement de la Nation, des départements et des communes, ces créations de la Révolution

française. Tous deux sont pour l'Europe fédérale et pour le «*gouvernement franco-allemand*», c'est-à-dire pour la vassalisation de notre pays et pour son alignement sur le «*modèle*» allemand, où l'on trime jusqu'à 70 ans et où un chômeur doit bosser pour 1 Euro de l'heure s'il ne veut pas perdre à jamais ses indemnités-chômage ! Et tous les deux veulent «*rembourser la dette*» que le contribuable français est censé devoir aux banques... alors que celles-ci n'ont été sauvées de la faillite en 2008 que par ledit contribuable !

Cette convergence de fond entre le P.S. et l'U.M.P. n'autorise pourtant pas à banaliser le fascisant régime U.M.P. Celui-ci a déjà largement réalisé le programme du F.N. : chasse aux étrangers, lois antisyndicales, destruction de l'école et de la fonction publique, mise en place d'un Etat policier (900.000 gardes à vue par an dans notre pays !). Et chacun voit d'ailleurs qu'au sein de l'U.M.P., il n'y a plus qu'un cheveu (blond ?) de différence entre la «*droite populaire*» d'Eric Ciotti et Marine Le Pen. Le P.R.C.F. n'est donc pas susceptible de banaliser Sarkozy et de «*faire le jeu de la droite*» : au contraire, il est l'unique organisation politique à avoir proclamé dès le 7 mai 2007 que Sarkozy n'a jamais été légitime : car même validé par une élection, nul n'est jamais légitime pour saccager la république, menacer la paix, harceler les travailleurs et soumettre son pays à un Etat étranger. La constitution de la première République française, inspirée par Robespierre, proclamait d'ailleurs très justement : «*Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour toute portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs*» !

Nous comprenons donc parfaitement que nombre de démocrates aient décidé de voter pour Hollande, ou pour ceux qui, comme toujours, rabattront sur le P.S. au second tour en postulant pour des postes ministériels. Bien entendu il faut chasser le tyranneau qui siège à l'Élysée et qui ne cesse d'opposer les «*Français de souche*» aux «*musulmans*», les salariés du public à ceux du privé, les actifs aux retraités, les jeunes aux anciens, les actifs aux sans-emploi, les malades qui «*abusent*» aux «*bosseurs*» qui se lèvent tôt, et en n'épargnant jamais qu'une seule classe sociale : les capitalistes de son amie Laurence Parisot (M.E.D.E.F.).

Mais ce n'est pas seulement Sarkozy qu'il nous faut battre : c'est sa politique. Si demain la social-démocratie - ni sociale ni démocratique, comme

on l'a vu avec Jospin, mais aussi avec Strauss-Kahn, Zapatero (Espagne), Papandréou (Grèce) - applique le violent plan d'austérité décidée contre notre peuple pour l'après-présidentielle, l'U.M.P. et le F.N. ne seront pas longs à faire leur jonction dans la rue pour installer un gouvernement ultra-répressif.

Pour battre Sarkozy et sa politique d'ultra droite, que faut-il faire alors ? Il faut que, dans les luttes et à l'occasion des débats de la campagne électorale, grandisse dans la population, et d'abord dans la classe ouvrière, trois exigences que nous résumons ainsi :

- sortir notre pays du carcan de la monnaie unique et de l'Union Européenne ; c'est dans cet esprit, qu'avec un excellent retentissement politique, le P.R.C.F. vient de s'adresser à Jean-Luc Mélenchon en lui demandant de préciser ce qu'il ferait s'il est élu et que, comme c'est absolument prévisible, l'Allemagne dit «*Nein !*» à sa proposition de «*mettre la Banque européenne au service des peuples*» (cf. Lettre à Mélenchon dans ce numéro d'I.C.).
- s'unir sur les principes, plus actuels que jamais, du Conseil National de la Résistance : c'est en partant de ces principes de progrès social, d'indépendance nationale, de nationalisation des secteurs clés de l'économie, de rôle central du monde du travail dans la vie politique, de laïcité, de démocratie, d'antifascisme et d'antiracisme, de paix et de coopération internationale que le P.R.C.F. a élaboré son «*Programme-Candidat*», diamétralement opposé à Sarkozy et à tous les vassaux de cette Europe allemande qui veulent liquider tout l'héritage révolutionnaire et républicain de notre pays.
- mettre en place de nouveaux traités progressistes internationaux non limités à l'Europe qui permettront de produire en France et d'échanger à égalité avec d'autres pays en respectant nos acquis sociaux, notre langue (sacrifiée au «*tout-anglais*» patronal) et notre souveraineté politique. Ce qui implique évidemment de combattre dès à présent les va-t-en-guerre de droite et «*de gauche*» qui poussent à la guerre contre la Syrie et l'Iran alors que la mise en tutelle de la nation grecque les laisse souverainement (c'est le cas

de le dire) indifférents.

Dans ces conditions, le P.R.C.F. appellera les travailleurs à faire leur choix en leur âme et conscience en tenant compte de tous ces éléments. Ne nous laissons pas intimider par le chantage à la dette des partis pro-européens ni par la dangereuse démagogie xénophobe du F.N. ! Mais surtout, surtout, rassemblons-nous dans les luttes, pas de «*trêve*» électorale alors que les mauvais coups pleuvent sur le pouvoir d'achat populaire, sur les services publics, sur l'emploi industriel et agricole !

- aidons le P.R.C.F., qui s'adresse à tous les vrais communistes de ce pays, à tous ceux qui ne veulent pas disparaître demain dans un «*parti de gauche*» à l'allemande, à proposer une Convergence Communiste d'Action. Tant qu'il y eut en France un vrai P.C.F. marxiste et menant le combat de classe, l'indépendance nationale, la paix, les libertés, le progrès social étaient au rendez-vous ; et c'est depuis que le P.S. a réussi, avec l'aide des Hue, Buffet, Laurent, ... Etc. à satelliser, à «*murer*» et à dénaturer le P.C.F. que notre peuple va de défaite en déroute. Travailleurs, un vrai parti communiste vous est indispensable pour gagner. Alors aidez les vrais communistes à s'unir pour le reconstruire !
- construisons un large Front des Républicains Antifascistes, Patriotes et Progressistes qui veulent chasser Sarkozy et briser la dictature de l'U.E., du F.M.I. et de l'O.T.A.N.. Le 29 mai 2005, la majorité des Français a dit non à l'euro-constitution. De grands affrontements de classes attendent les travailleurs des pays d'Europe ravagés par la crise du système capitaliste. Alors unissons le drapeau rouge des ouvriers au drapeau tricolore de 1789 pour exiger une rupture révolutionnaire avec l'U.E. du grand capital. C'est en unissant tout le peuple contre le grand capital et son U.E. que nous parviendrons ensemble à ouvrir la voie à une autre société dirigée par les travailleurs où le but ne sera plus le profit de quelques-uns mais le bien-être de tous. Par l'action unie, changeons la donne et «*renversons la table*» !

Sortons Sarkozy ! Sortons de l'Union Européenne ! Sortons du capitalisme !